

LA GESTION DES INONDATIONS DE JUILLET 1996 PAR DEUX MUNICIPALITÉS RURALES : DIFFICULTÉS RENCONTRÉES ET IMPACTS SUR LE DYNAMISME COLLECTIF

Danielle MALTAIS, Ph.D.
Martin TRUCHON, M.Sc.

En juillet 1996, des pluies diluviennes causent des dommages importants dans plusieurs municipalités du Saguenay—Lac-Saint-Jean. Deux communautés rurales, L'Anse-Saint-Jean et Ferland-et-Boilleau sont alors fortement perturbées. Des centaines de citoyens sont évacués dans des conditions périlleuses et des pâtés de maisons sont coupés de tout accès. Les réseaux d'aqueduc, d'électricité et de télécommunications sont détruits ainsi que des ponts et des tronçons de routes. Pendant plusieurs mois, la vie collective, celle des victimes et des intervenants a été fortement ébranlée.

Dans le but de documenter les difficultés que vivent les communautés rurales aux prises avec de telles catastrophes, une recherche qualitative a été réalisée à L'Anse-Saint-Jean et à Ferland-et-Boilleau trois ans après les inondations de juillet 1996, auprès des principaux acteurs impliqués dans la gestion de la crise, dans la reconstruction des infrastructures municipales et dans le soutien aux familles sinistrées. Cet article permettra, dans un premier temps, de présenter la méthodologie et les objectifs de la recherche ainsi que les caractéristiques des deux municipalités rurales qui ont fait l'objet d'investigations. Puis, dans les sections subséquentes, des informations sont fournies sur les conséquences des catastrophes chez les petites communautés, sur la gestion de la crise ainsi que sur les principaux problèmes qu'ont dû résoudre les intervenants impliqués dans la gestion de la crise et dans le rétablissement des communautés. La dernière section présente le point de vue des répondants sur les conséquences des inondations de juillet 1996 sur la santé des individus et sur le dynamisme des communautés.

MÉTHODOLOGIE ET OBJECTIFS DE LA RECHERCHE

Cette recherche de type qualitatif visait à recueillir le point de vue des principaux acteurs directement impliqués dans l'application des mesures d'urgence lors des inondations de juillet 1996. La recherche qualitative permet d'obtenir les opinions des répondants interrogés sans orienter les réponses. Deslauriers (1991) souligne que cette méthode de recherche est utile lorsque le phénomène étudié se rapporte aux interactions humaines. Les objectifs de la recherche, au nombre de deux étaient les suivants :

1. identifier les principaux obstacles rencontrés par les intervenants lors de l'application des mesures d'urgence et lors de la période de reconstruction ;
2. recueillir le point de vue des intervenants sur les conséquences des inondations de juillet 1996 sur le dynamisme des communautés.

La collecte des données a été réalisée au cours de l'été 1999 auprès d'une dizaine d'intervenants dans chacune des municipalités participant à la recherche. Le guide d'entrevue comprenait une quinzaine de questions ouvertes abordant divers thèmes comme la gestion de la crise, les acteurs impliqués pendant et après les inondations, les difficultés rencontrées au moment de l'application des mesures d'urgence et pendant la période de rétablissement, les impacts des inondations sur la santé des sinistrés, sur le fonctionnement social et sur l'organisation sociopolitique de la communauté. Pour faciliter la collecte des données, un ensemble de sous-thèmes accompagnait chacune des questions ouvertes afin que l'intervieweur recueille les informations désirées.

Dans chacune des municipalités, l'intervieweur a rencontré un ou des représentants des autorités municipales fortement impliqués dans la gestion de la crise, un ou des intervenants responsables de l'application des mesures d'urgence au sein du CLSC de la communauté, un ou des bénévoles œuvrant dans les organismes communautaires qui ont apporté du soutien et de l'aide matérielle ou technique aux familles sinistrées.

CARACTÉRISTIQUES DES COMMUNAUTÉS

La première municipalité, L'Anse-Saint-Jean, couvre un territoire de 528 kilomètres carrés et compte sur une population de 1 250 personnes. Son principal cours d'eau, la rivière Saint-Jean, a une superficie d'environ 758 kilomètres carrés. Cette rivière se caractérise par des méandres et des débordements fréquents parce que son encaissement lui laisse peu de possibilités d'absorber les crues printanières. Les activités économiques de cette municipalité reposent principalement sur le tourisme, la villégiature et les activités de plein air. Située dans la région du Bas-Saguenay, L'Anse-Saint-Jean occupe une place privilégiée en plein cœur du parc du Saguenay et de sa zone périphérique.

Pour sa part, Ferland-et-Boilleau couvre un territoire de 419 kilomètres carrés occupé par 652 personnes. Situé au sud-est de la ville de La Baie et au sud de Saint-Félix-d'Otis, Ferland-et-Boilleau se caractérise par un relief accidenté formé de collines et de montagnes. Dominés par la forêt boréale, les paysages sont variés. Le lac Ha! Ha! et la rivière Ha! Ha! forment les principales composantes du drainage du territoire. Le noyau urbanisé de cette municipalité se retrouve le long de la route régionale (la route 381) dans le secteur de Ferland. Cette communauté se caractérise par l'absence d'une économie diversifiée et par une grande dépendance à la forêt. L'économie de Ferland-et-Boilleau repose sur les activités forestières, le tourisme, la villégiature et les activités de plein air. Les activités industrielles se concentrent dans des secteurs liés à la forêt et une partie non négligeable de la population est tributaire de l'usine de pâtes et papiers située à La Baie. La vocation récréotouristique de cette petite municipalité est centrée sur les lacs Ha! Ha!. Depuis les années quatre-vingt, les autorités municipales ont concentré leurs efforts sur la consolidation des équipements existants, sur le développement de la Pourvoirie du lac Ha! Ha!, du terrain de camping, des chalets locatifs ainsi que des sentiers pédestres. En 1989, une corporation sans but lucratif est formée (corporation du Domaine du lac Ha! Ha!) afin d'administrer toutes les opérations de la Pourvoirie ainsi que celles des deux terrains de camping et du camp d'accueil. À chaque saison estivale, une trentaine de personnes travaillent pour cet organisme sans but lucratif afin d'accueillir plus de 25 000 touristes.

CONSÉQUENCES DES CATASTROPHES CHEZ LES PETITES MUNICIPALITÉS

Rosenberg, Fine et Robinson (1980), dans une étude auprès de 111 résidents vivant en milieu rural à la suite d'une tornade, ont mentionné que les liens sociaux entre les voisins ont contribué au rétablissement des individus. La disponibilité d'un soutien émotionnel et matériel a aussi été reconnue comme un facteur pouvant prévenir l'apparition de problèmes dans les communautés rurales. En ce qui a trait aux facteurs pouvant nuire au rétablissement des individus et de leur communauté, Rosenberg *et al.* (1980) soulignent que la vulnérabilité des résidents et la gravité du désastre sont des facteurs non négligeables. Sweet (1998) est aussi du même avis : lorsque les individus reçoivent un support social adéquat, les effets néfastes de l'exposition à un désastre sont amoindris. Les actions posées et les réponses des communautés sont aussi, aux dires de Gibson (1989), des éléments importants qui facilitent l'adaptation des individus et des collectivités. La présence de relations harmonieuses au sein des instances décisionnelles, l'absence de querelles entre les différents paliers du gouvernement et l'intégration horizontale des sous-systèmes communautaires sont aussi des caractéristiques sociopolitiques qui facilitent l'adaptation et la survie des petites communautés à la suite d'un désastre (Sundet et Mermelstein, 1996). Malheureusement, certaines caractéristiques sociodémographiques, culturelles et politiques peuvent nuire au bon fonctionnement des petites collectivités. À ce sujet, Sundet et Mermelstein (1996) soulignent que le niveau de pauvreté de la collectivité est un élément perturbateur au rétablissement collectif, tandis que Therney et Baisden (1979) ont mentionné que l'éloignement géographique, le manque de personnel qualifié, la présence de réticences à accepter les problèmes de santé mentale, la tendance à rejeter ce qui est non familier ainsi que des valeurs misant sur l'indépendance et l'auto-efficacité sont des situations qui sont peu facilitantes.

BREF RAPPEL DE LA CATASTROPHE

Les 18, 19 et 20 juillet 1996, à la suite de pluies intensives de plus de cinquante heures, les niveaux d'eau des bassins hydrographiques du Saguenay sont substantiellement plus élevés qu'en temps normal.

La saturation des sols provoque également un ruissellement de surface plus marqué vers les cours d'eau. Les propriétaires demeurant près des rives constatent que leurs terrains sont graduellement envahis par les eaux.

Au sud-est de la région, du côté de Ferland-et-Boilleau, la poussée des eaux provoque la rupture de la digue du lac Ha! Ha!. La municipalité est alors inondée et lourdement endommagée. Les routes principales sont submergées par endroits. Les autorités municipales et les intervenants responsables d'appliquer les mesures d'urgence sont demeurés sur un pied d'alerte pendant plus de deux jours avant que les mesures d'urgence soient déclenchées. Pendant plus de vingt-quatre heures, des centaines de personnes sont évacuées par hélicoptère pendant que des terrains et des maisons s'affaissent sous la pression des eaux. C'est le maire de la municipalité qui a déclenché les mesures d'urgence, appuyé par les intervenants rémunérés et bénévoles de la communauté et par les employés du ministère de la Sécurité civile.

Lors de ce sinistre, la rivière Ha! Ha! quintuple de largeur, avalant de vastes territoires tout en se frayant un passage comme une immense tronçonneuse. La route principale est sectionnée à sept endroits et sept ponts sont détruits par les eaux. Selon le Bureau régional de la reconstruction et de la relance (1997), dix-sept maisons ont été détruites à Ferland-et-Boilleau, 116 autres ont subi des dommages moyens ou mineurs. Plusieurs entreprises ($N=13$) ont également subi des pertes et huit résidences secondaires ont fait l'objet de demandes d'indemnisation. Au plan des infrastructures collectives, la route 381 a été sectionnée à plusieurs endroits, isolant les secteurs de Ferland et de Boilleau. De nombreux ponts municipaux et privés ont été emportés par les eaux et des puits d'approvisionnement en eau potable ont été contaminés. Les réseaux de distribution hydro-électrique et de communications téléphoniques ont également été hors d'usage pendant plusieurs jours. Le Domaine du lac Ha! Ha! a subi d'importants dommages ainsi que les sentiers pédestres, de motoneige ou de véhicules tout-terrains. Le Grand Lac Ha! Ha! s'est vidé complètement à la suite de la destruction de la digue Cut-Away. Les berges des rivières sont également sérieusement endommagées sur plusieurs kilomètres.

À L'Anse-Saint-Jean, c'est pendant la soirée du 19 juillet que les premières manifestations du sinistre se produisent. La route 170 se rompt en de nombreux endroits et est obstruée par des arbres, des branches, de la roche et de la boue emportés par des glissements de terrain dans les montagnes et les falaises qui longent le chemin. Le gonflement anormal des ruisseaux détruit également les accotements de certaines routes et les eaux envahissent des terrains et des maisons. Plusieurs rues sont envahies par les eaux et des maisons sont emportées. Rapidement, les infrastructures commencent à subir de lourds dommages. La communauté, plongée dans le noir, sans moyen de communication, est isolée du reste du monde. Des sinistrés se réfugient à la polyvalente, tandis que d'autres vont être accueillis par des proches. Lors de ce sinistre, le village a été sectionné à plusieurs endroits, rendant impraticable la circulation en véhicule. Les intervenants ont souligné la présence constante d'un énorme vacarme produit par les inondations.

Les mesures d'urgence sont prises le 19 juillet et l'évacuation de la population en danger a lieu pendant la nuit. Plusieurs familles doivent être réveillées par les autorités civiles et ces dernières ont juste le temps de s'habiller et de quitter leur demeure avant que les eaux envahissent leur maison. Sans eaux, sans électricité ni téléphone, les intervenants doivent travailler dans des conditions périlleuses. En vingt minutes, une rue est complètement sinistrée. Les intervenants constatent que des maisons ont disparu et ils n'aperçoivent que des roches et des arbres.

Au total, dix-neuf maisons ont été détruites et 102 autres endommagées. Plusieurs résidences secondaires ont fait l'objet d'indemnisation ($N=35$), tandis que trente-cinq commerces et entreprises commerciales ou agricoles subissent des pertes majeures ou moyennes. Les dommages infligés aux infrastructures et services publics sont nombreux : route 170 endommagée à plusieurs endroits, réseau routier municipal sectionné, pont détruit et emporté par les eaux, réseaux d'aqueduc et de distribution d'électricité et de services téléphoniques endommagés, équipements récrétouristiques détruits, terrains de camping endommagés, etc.

PRINCIPAUX PROBLÈMES RENCONTRÉS PENDANT LA GESTION DE LA CRISE

Dans les deux communautés, les intervenants ont souligné que l'une des principales difficultés rencontrées a été celle d'évacuer la population dans des conditions périlleuses alors que le niveau de l'eau montait sans arrêt. Le sol s'effondrait également par endroits. Plusieurs répondants ont mentionné avoir eu peur de ne pas pouvoir évacuer les sinistrés à temps. L'absence de moyens de communication (les téléphones cellulaires ne fonctionnaient pas) ainsi que l'interruption des services hydroélectriques ont aussi nui au travail des intervenants responsables d'appliquer les mesures d'urgence. À Ferland-et-Boilleau, les difficultés des intervenants ont été amplifiées par les rumeurs voulant que la municipalité était complètement détruite, tandis qu'à L'Anse-Saint-Jean, les problèmes de communication avec l'extérieur ont accentué le drame et l'inquiétude des individus qui étaient incapables d'entrer en contact avec leurs parents ou amis. À la merci des médias, les intervenants ont souligné que ces derniers ont contribué à l'augmentation de la panique de la population en amplifiant la gravité des événements. À leurs avis, les médias ont véhiculé de fausses informations en répandant la rumeur que les communautés du Bas-Saguenay n'existaient plus. Comme les deux communautés ont été sectionnées en plusieurs secteurs isolés les uns des autres, les déplacements ont été aussi très difficiles. Les témoignages suivants rendent compte des difficultés des intervenants.

Les lignes électriques explosaient et c'était la noirceur totale. On a aussi perdu le téléphone, c'était très difficile.
(Intervenante de L'Anse-Saint-Jean)

Il n'y avait même plus de route pour aller chez le médecin. On était vraiment coupé de tout. (Intervenante de L'Anse-Saint-Jean)

Ce qui m'a le plus marquée dans la tâche que j'avais à accomplir, c'était d'évacuer les gens. C'était des familles en détresse, en panique et en pleurs que je devais rassurer... Jamais une chose si difficile ne m'avait été demandée. (Intervenante de Ferland-et-Boilleau)

Pendant la gestion de la crise, les répondants ont aussi été confrontés au désarroi et à la tristesse des sinistrés. Il leur a donc fallu intervenir rapidement pour les soutenir émotivement. Toutefois, plusieurs intervenants rémunérés et bénévoles n'étaient pas suffisamment formés, et avant que les professionnels des CLSC prennent la relève, le travail des bénévoles a donc été très éprouvant. Des répondants ont ainsi mentionné que la situation était devenue rapidement épuisante, car les intervenants accueillaient pendant plus de douze heures par jour la détresse, le désarroi, la souffrance, la colère et la rage des individus sinistrés.

PRINCIPAUX PROBLÈMES RENCONTRÉS PENDANT LA PÉRIODE DE RECONSTRUCTION DE LA COMMUNAUTÉ

Après la période de la crise, les municipalités ont dû surmonter de nombreux obstacles occasionnés par la reconstruction des infrastructures locales et par le désarroi de la population. Les problèmes le plus souvent mentionnés sont l'endettement de la population et des municipalités, la hausse des taxes municipales, les réclamations des dépenses engagées, les problèmes de zonage ainsi que la sous-évaluation des propriétés privées et collectives. Le va-et-vient constant des gros camions et de l'équipement nécessaires à la reconstruction a également entraîné une détérioration de certains tronçons de route et des infrastructures épargnées par les inondations.

Malgré que les intervenants soulignent que les autorités municipales et les intervenants ont travaillé en étroite collaboration avec les gouvernements fédéral et provincial, la plupart des répondants se sont plaints du manque d'effectifs et de moyens concrets pour faire face à la situation. Ils ont aussi mentionné les nombreuses difficultés à obtenir des ressources supplémentaires des appareils de l'état (ministères, CLSC, Régie régionale de la santé et des services sociaux, etc.) et la lourdeur administrative entourant le règlement des dossiers de réclamation de la municipalité et des sinistrés.

Selon les commentaires émis par certains répondants, l'application du programme psychosocial de retour à la vie normale s'est avérée aussi une tâche difficile. Les intervenants se sont sentis insuffisam-

ment formés pour faire face aux nombreux problèmes sociaux qui émergeaient (endettement, conflits familiaux, consommation accrue de boissons alcoolisées, violence conjugale, etc.). Les intervenants ont dû improviser, prendre des décisions rapides dans un climat d'incertitude.

On ne pouvait pas savoir comment organiser nos actions parce qu'on ne savait pas ce qui se passerait. On ne l'avait jamais appris, on ne l'avait jamais vécu. Le programme de retour à la vie normale n'était pas aussi bien élaboré qu'on aurait souhaité.
(Intervenante de Ferland-et-Boilleau)

C'était difficile de planifier nos interventions. On a appris sur le tas et on a dû développer des stratégies d'intervention nouvelles.
(Intervenante de Ferland-et-Boilleau)

Les répondants des deux municipalités ont aussi fait part de leur difficulté à rejoindre les sinistrés en situation de détresse psychologique une fois qu'ils avaient réintégré leur domicile. Certains sinistrés ont eu tendance à s'isoler et à renoncer aux services de consultation et de soutien psychologique, a relaté une intervenante. À ce sujet, des répondants ont souligné que l'une de leur difficulté a été celle de l'emprise des autorités locales, régionales et provinciales à vouloir fermer le dossier de l'aide aux sinistrés.

CONSÉQUENCES DES INONDATIONS SUR LE DYNAMISME DE LA COMMUNAUTÉ

Tous les intervenants sont unanimes : les inondations de juillet 1996 ont laissé des traces indélébiles sur la vie communautaire et le climat social. Les avis sont toutefois partagés, car certains insistent sur le resserrement du tissu social alors que d'autres ont observé une détérioration de l'esprit communautaire.

Resserrement du tissu social

En dépit des traumatismes et des stress vécus par les sinistrés, des intervenants ont souligné que les inondations de juillet 1996 ont mis en évidence la capacité des gens à se prendre en main dans un

mouvement de solidarité et d'entraide. Par exemple, à Ferland-et-Boileau, les répondants considèrent que la population a pris conscience de la nécessité de travailler en étroite collaboration. Certains ont remarqué que la vie communautaire est devenue plus intense à la suite de la réintégration de la population dans les jours ou les semaines qui ont suivi les inondations. Certains ont insisté sur le désir des citoyens de fraterniser et de participer aux activités sociales organisées par les organismes communautaires. Selon les intervenants, la solidarité communautaire s'est traduite par la mise en place d'un ensemble varié de comités et d'organismes locaux voués à la relance et au développement économique et social de la communauté.

À L'Anse-Saint-Jean, des répondants ont aussi souligné que le sinistre de juillet 1996 a fourni aux citoyens l'occasion de développer de nouveaux liens sociaux et un mouvement de solidarité et d'entraide qui s'est poursuivi pendant plusieurs mois après le sinistre. Certains ont insisté sur l'esprit de solidarité et d'entraide qui a permis de mettre fin à des conflits et à des querelles entre voisins qui duraient depuis longtemps. D'autres intervenants ont aussi insisté sur la fraternité qui a perduré tout au long des inondations et des semaines qui ont suivi. Plusieurs citoyens n'ont pas hésité à héberger les sinistrés qui n'avaient plus d'endroit où aller, d'autres ont prêté leur résidence secondaire.

Détérioration de l'esprit communautaire

Une fois que les sinistrés ont constaté leurs pertes et qu'ils devaient effectuer les travaux de rénovation ou se reconstruire une nouvelle maison, des malaises se sont installés dans les deux communautés. Car, malgré la générosité sans précédent des programmes d'aide gouvernementaux ou charitables, les récriminations se font de plus en plus nombreuses de la part des sinistrés insatisfaits des subventions obtenues. La gestion des conflits représente alors une difficulté importante pour les intervenants. La distribution de l'aide se révèle aussi un processus ardu, compliqué et par-dessus tout très controversé. Trois ans plus tard, certains répondants ont remarqué que les tensions sont moins fréquentes mais qu'elles se manifesteront toujours entre membres de mêmes familles élargies, entre amis et voisins. Le stress, le désarroi, l'amertume et la colère provoquent,

aux dires des intervenants, des conflits et des disputes entre conjoints et entre amis. Dans certains cas, ces difficultés se sont soldées par des séparations et des divorces. Dans une des municipalités, les intervenants ont comptabilisé quinze séparations. Les intervenants ont aussi remarqué que les inondations ont entraîné un sentiment d'insécurité chez plusieurs individus et ont provoqué le départ de plusieurs familles. Certains estiment que près de 10 % des citoyens de leur communauté sont allés vivre ailleurs dans l'année qui a suivi les inondations.

Soixante personnes ont quitté le village après le déluge et trente-huit dans l'année qui a suivi. C'est le plus haut taux d'exode jamais vu dans l'histoire de la communauté. Plusieurs d'entre eux étaient des personnes âgées, c'était nos racines, notre histoire. (Intervenante de Ferland-et-Boilleau)

Certains répondants font aussi remarquer que plusieurs personnes se sont découragées et sont tombées malades dans les mois qui ont suivi les inondations. Pour certains, les personnes âgées et les adolescents demeurent les personnes les plus fragilisées. Les intervenants ont d'ailleurs constaté que les adolescents ne parlaient pas beaucoup, s'exprimaient peu et étaient peu enclins à participer aux activités de la communauté. En ce qui a trait aux personnes âgées, certains répondants mentionnent qu'elles ont été plus malades et vulnérables et qu'elles ont eu recours à plus d'aide psychosociale.

La détérioration du climat social s'est également manifestée par l'apparition de sentiments de frustration et de colère au sein de la population contre les gestionnaires des ouvrages de rétention d'eau. Dans le cas de Ferland-et-Boilleau, le ressentiment de la population est palpable, car on considère que l'inondation du village est due à la négligence de la compagnie qui assumait l'entretien et la gestion du barrage du Grand Lac Ha! Ha! et de la digue Cut-Away. À L'Anse-Saint-Jean, les intervenants considèrent que les inondations demeureront à tout jamais gravées dans la mémoire collective de la communauté et dans celle de chaque citoyen.

Le déluge ne s'oubliera jamais. On l'a toujours dans la tête. Une journée ou deux de pluie abondante et on a peur. On vit dans la peur. On est resté très inquiet [...]. (Intervenante de L'Anse-Saint-Jean)

D'ailleurs, dans les mois subséquents, à chaque pluie, les intervenants soulignent qu'à L'Anse-Saint-Jean, on assiste à une surveillance constante des rivières et des ruisseaux, car les travaux de sécurisation des lieux effectués par les autorités publiques ne suffisent pas à sécuriser la population. C'est d'ailleurs ce sentiment d'insécurité qui a forcé certaines familles à quitter le village.

CONCLUSION

Les témoignages recueillis auprès d'intervenants impliqués dans le soutien aux sinistrés et la reconstruction d'une communauté ne laissent aucun doute : les inondations de juillet 1996 ont entraîné des impacts importants non seulement sur la santé des victimes, mais aussi sur le dynamisme des communautés. En subissant plusieurs chocs en l'espace de quelques mois, les citoyens des municipalités de Ferland-et-Boilleau et de L'Anse-Saint-Jean ont vu leurs habitudes de vie et leur vie communautaire profondément perturbées. Malgré de grands élans de solidarité, d'entraide, de collaboration et de concréttisation interorganismes, les communautés n'ont pas été épargnées par l'exode de leurs citoyens ni par l'émergence de tensions sociales. Pourtant, plusieurs répondants considèrent que les inondations de juillet 1996 ont fourni une occasion de tisser de nouveaux rapports sociaux reposant sur des valeurs d'entraide. Si plusieurs constatent, après trois ans, le retour à la vie normale, il n'en demeure pas moins que la conscience collective des deux municipalités est à tout jamais marquée par les chocs qu'a vécus la population au moment des inondations et tout au long de leur processus de rétablissement.

BIBLIOGRAPHIE

BUREAU DE LA RECONSTRUCTION ET DE LA RELANCE DU SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN (1997). *Les pluies diluviales au Saguenay—Lac-Saint-Jean : bilan un an après*, Jonquière.

DESLAURIERS, J.-P. (1991). *Recherche qualitative. Guide pratique*, Montréal, Toronto, New York, McGraw-Hill.

- GIBSON, T. (1989). « Impacts on an Environmental Disaster on a Small Local Government : Alaska Oil Spell », *Government Finance Revue*, June, p. 27-29.
- ROSENBERG, S.A., P.M. FINE et G.L. ROBERTSON (1980). « Emotional Effects of the Omaha Tornado », *Nebraska Medical Journal*, vol. 65, n° 1, p. 24-26.
- SUNDET, P. et J. MERMELSTEIN (1996). « Predictors of Rural Community Survival after Natural Disaster : Implications for Social Work Practice », *Research on Social Work and Disasters*, vol. 22, nos 1-2, p. 57-70.
- SWEET, S. (1998). « The Effect of a Natural Disaster on Social Cohesion : a Longitudinal Study », *International Journal of Mass Emergencies*, vol. 16, n° 3, p. 321-331.
- THERNEY, K.J. et B. BAISDEN (1979). *Crisis Intervention Programs for Disasters Victims : a Source Book and Manual for Smaller Communities*, DHEW, Publication n° 79-675, Washington, D.C., US Government Printing Office.